

un bond vers l'avant

Manifeste pour un Canada
fondé sur le souci de la planète
et l'attention des uns envers
les autres.



Nous partons du constat que le Canada et le Québec traversent aujourd'hui la crise la plus grave de leur histoire récente.

La Commission de vérité et réconciliation a permis de prendre acte d'épisodes révoltants de notre passé récent. La pauvreté et les inégalités qui s'accroissent creusent une cicatrice qui défigure notre présent. Et la performance canadienne dans le dossier des changements climatiques est un véritable crime contre l'avenir de l'humanité.

Ces faits sont d'autant plus alarmants qu'ils contreviennent à nos valeurs déclarées: respect des droits des autochtones, internationalisme, droits humains, diversité et développement durable.

Aujourd'hui, nous ne vivons pas en accord avec ces valeurs, mais nous pourrions le faire.

Nous pourrions vivre dans un pays entièrement alimenté par des énergies réellement renouvelables et justes, traversé de réseaux de transport public accessible, où les emplois et autres possibilités qu'offre une telle transition sont aussi conçus pour éliminer systématiquement les inégalités raciales et entre les genres. Prendre soin de la planète et les uns des autres pourrait créer de nouveaux secteurs économiques très dynamiques. Beaucoup plus de personnes auraient accès à des emplois mieux payés et travailleraient moins longtemps, ce qui nous laisserait amplement le temps de profiter de la présence de nos proches et de nous épanouir dans nos communautés.

Nous savons que le temps presse pour effectuer cette grande transition. Les climatologues nous ont annoncé que les actions décisives pour éviter un réchauffement catastrophique de la planète doivent être menées au cours de cette décennie. Ce qui veut dire que les petits pas ne peuvent plus nous mener là où nous devons aller.

Nous devons donc bondir vers l'avant.

Ce bond doit **commencer par respecter les droits ancestraux et le titre des premières gardiennes et premiers gardiens de cette terre. Les communautés autochtones ont**

été aux premières lignes de la défense des cours d'eau, des berges, des forêts et des terres contre l'activité industrielle débridée. Nous pouvons appuyer celles et ceux qui remplissent ce rôle et repartir à neuf - sans oublier le passé - nos relations avec les populations autochtones **en mettant pleinement en application la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.**

Inspirés par les traités qui constituent la base juridique de ce pays et nous enjoignent à partager la terre « aussi longtemps que le soleil brillera, que l'herbe poussera et que l'eau coulera », nous exigeons des sources d'énergie qui ne s'épuiseront jamais, pas plus qu'elles n'empoisonneront la terre. Les avancées technologiques ont mis ce rêve à notre portée. En effet, de récentes études montrent que dans 20 ans, le Canada pourrait puiser 100 % de son énergie électrique de sources renouvelables ; dès 2050, nous pourrions avoir une économie propre .

Nous exigeons que ce changement commence maintenant.

Plus rien ne peut justifier la construction de nouveaux projets d'infrastructures qui nous forcent à continuer d'accélérer le rythme d'extraction des ressources dans les décennies à venir. La nouvelle règle d'or du développement énergétique doit être : **ce dont on ne veut pas dans sa cour ne doit se retrouver dans la cour de personne.** Ceci vaut aussi bien pour les oléoducs, les gazoducs, la fracturation au Nouveau-Brunswick, au Québec et en Colombie-Britannique, l'augmentation du trafic de pétroliers le long de nos côtes, et pour les projets des compagnies minières canadiennes partout dans le monde.

*Le temps de la **démocratie énergétique** est venu : nous croyons non seulement qu'il faut de nouvelles sources d'énergie, mais aussi que **les communautés devraient, lorsque possible, contrôler collectivement leurs nouveaux systèmes de production d'énergie.***

Nous devons remplacer les structures de propriété qui servent le profit des entreprises privées et la distante bureaucratie de certains États centralisés en créant de nouvelles, innovantes, gouvernées démocratiquement, qui fourniraient des salaires suffisants et permettraient de garder dans les communautés des revenus dont celles-ci ont grand besoin. Et **les Autochtones devraient être les premières et premiers à recevoir le soutien pour leurs projets visant à développer les énergies propres. Tout comme les communautés actuellement aux prises avec les lourdes conséquences de l'activité industrielle polluante.**

En plus d'éclairer nos demeures, l'énergie ainsi produite redistribuera la richesse, consolidera la démocratie, renforcera notre économie et commencera à guérir les blessures qui datent de la fondation de ce pays.

Le bond vers une économie non polluante ouvre d'innombrables voies vers ce type de solutions qui font de nombreux « gagnants et gagnants ». Nous voulons un programme universel visant à construire des maisons écoénergétiques et à rénover les demeures existantes en s'assurant que les communautés et quartiers les plus défavorisés seront les premiers à en bénéficier. Nous voulons également que des formations professionnelles et d'autres opportunités leurs soient offertes afin de lutter contre la pauvreté de manière durable. Nous jugeons essentiel que les employées et employés des secteurs d'emplois à forte émission de carbone aient accès à un programme de formation et aux ressources adéquates afin qu'ils et elles aient la capacité de contribuer à la mise en place d'une économie énergétique verte. Cette transition doit faire appel à la participation démocratique des travailleurs et travailleuses. **Des voies de trains à haute-vitesse, alimentées par des sources d'énergie justes et renouvelables, et un réseau de transport collectif abordable peuvent relier entre elles toutes les communautés de ce pays**, au lieu d'un nombre grandissant d'automobiles, de pipelines et de trains au contenu explosif qui nous menacent et nous divisent.

Et comme nous savons qu'il est déjà tard pour faire ce bond vers l'avant, nous avons besoin **d'investir dans les infrastructures existantes qui tombent en ruines**, afin que celles-ci puissent résister aux phénomènes météorologiques extrêmes de plus en plus fréquents.

Le passage à un système agricole beaucoup plus local et guidé par des impératifs écologiques réduirait notre dépendance aux carburants fossiles, favoriserait la capture du carbone dans le sol, et aiderait à traverser les moments difficiles dans l'approvisionnement mondial, en plus de produire une nourriture plus saine et abordable pour tout le monde.

Nous réclamons qu'un frein soit mis aux accords commerciaux qui donnent aux entreprises le pouvoir de s'ingérer dans les efforts que nous déployons pour reconstruire les économies locales, réglementer les sociétés privées et stopper les activités d'extraction dommageables. Nous voulons rééquilibrer la balance de la justice pour que soient garantis **à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs, le statut d'immigrant et la protection qui en découle**. Compte tenu de l'implication du Canada dans les conflits armés et de sa contribution aux changements climatiques -deux facteurs à l'origine de la crise globale des personnes réfugiées - nous nous devons d'accueillir les migrantes et migrants à la recherche de sécurité et de conditions de vie meilleures.

La transition vers une économie qui tient compte des limites de notre terre requiert aussi de **développer les secteurs de notre économie qui sont déjà faibles en carbone : ceux des soins, de l'éducation, du travail social, des arts et des services de communications d'intérêt public. Un service de garde universel comme celui du Québec devrait d'ailleurs avoir été implanté dans tout le Canada, il y a longtemps.** Tout ce travail, dont une grande partie est accomplie par des femmes, est le ciment qui permet aux communautés humaines et résilientes de tenir, et nous aurons besoin que nos communautés soient le plus solide possible, face au cahoteux futur qui nous attend.

Puisqu'une si grande part du travail, qui consiste à prendre soin des autres ou de la planète, est actuellement non rémunérée, nous en appelons à un véritable débat sur l'introduction d'un revenu universel de base. Mis de l'avant au Manitoba dans les années 1970, ce solide filet social pourrait permettre qu'aucune personne ne soit forcée d'occuper un emploi qui menace l'avenir de leurs enfants, simplement pour pouvoir nourrir ces mêmes enfants aujourd'hui.

Nous déclarons que l'« austérité » est une forme de pensée fossile qui menace la vie sur Terre.

Nous déclarons que l'« austérité » – qui s'en prend systématiquement aux secteurs faibles en carbone comme l'éducation et la santé, tout en affamant les transports publics et en imposant de dangereuses privatisations dans le secteur énergétique – est une forme de pensée fossile qui menace la vie sur Terre.

L'argent nécessaire pour effectuer cette grande transition est accessible, il ne reste qu'à implanter les bons programmes d'action pour libérer ces sommes. Il faut par exemple, **mettre un terme aux subventions destinées à l'exploitation et à la consommation des énergies fossiles, imposer une taxe sur les transactions financières, accroître les redevances pétrolières, augmenter l'impôt sur le revenu des entreprises privées et des plus riches, instaurer une taxe progressive sur le carbone, et couper dans les dépenses militaires.** Toutes ces mesures s'inspirent du principe du « pollueur-payeur » et sont très prometteuses.

Une chose est claire : à une époque où l'on voit s'accumuler des fortunes privées inégalées, cette « austérité » que subit notre secteur public et qui nous affecte tous et toutes est une crise fabriquée, conçue pour éteindre nos rêves avant même qu'ils aient eu la chance de naître.

Ces rêves vont bien plus loin que ce texte. Nous appelons les gens à former des assemblées locales partout à travers le pays, là où les résidentes et résidents peuvent se réunir pour définir, de manière démocratique, ce qu'un véritable bond vers la prochaine économie veut dire pour leur communauté.

Cette résurgence, du bas vers le haut, entraînera assurément un renouveau de la démocratie à tous les paliers du gouvernement, et nous mènera rapidement vers un système dans lequel **chaque vote compte et où l'argent des grandes entreprises privées est exclu des campagnes politiques.**

Voilà beaucoup à entreprendre d'un seul coup, mais c'est l'époque dans laquelle nous vivons qui l'exige.

La chute des prix du pétrole a temporairement suspendu la pression qui pousse à extraire des combustibles fossiles à un rythme aussi frénétique que le permettent les techniques à haut risque. Cette pause dans la folie de l'expansion ne devrait pas être perçue comme une crise, mais bien comme un cadeau qui nous a donné une de ces rares occasions de regarder ce que nous sommes devenus... et de décider de changer.

Alors, nous invitons toutes celles et tous ceux qui se présentent aux prochaines élections à saisir cette occasion et à agir en fonction de cet urgent besoin d'une transformation. C'est notre devoir sacré envers les populations que ce pays a blessées par le passé, envers celles et ceux qui souffrent inutilement à présent, et envers tous ceux qui ont droit à un avenir sûr et prometteur.

Le temps est venu d'être courageux.

Le temps est venu de bondir vers l'avant.

Nom

Date

Signature

[1]Sustainable Canada Dialogues. (2015). Acting on climate change: Solutions from Canadian scholars. Montreal, QC: McGill University

[2]Jacobson, M., et al. Providing all global energy with wind, water, and solar power, Part I: Technologies, energy resources, quantities and areas of infrastructure, and materials. Energy Policy 39:3 (2011)